

## L'électrification rurale au Mali : un exemple de mission

Jean-Louis Delangue, OTC Conseil Network

*Déjà présente en Afrique par le biais d'une implantation en Afrique du Sud (Cape Town), OTC Conseil conduit actuellement une mission au Mali sur « le financement des entreprises privées d'électrification rurale par l'apport de capitaux privés », commanditée par la Banque Mondiale.*

### Le contexte

#### *Un pays : le Mali*

La République du Mali couvre un territoire grand comme 2,5 fois la France occupé par 12 millions d'habitants. Le Gouvernement malien s'est fixé comme objectif de couvrir 55 % de la population rurale de ses 11 489 villages et centres ruraux de moins de 2 000 habitants à horizon 2015. Cette couverture de 13 % en mai 2010 n'était que de 1 % en 2005.

En 1998, la réforme du secteur de l'électricité a défini les conditions pour que le transfert des activités opérationnelles vers le secteur privé soit attractif. Les nouveaux Partenariats Public/Privé sont actuellement placés sous le contrôle de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Electrification Rurale (AMADER) créée en 2003. Les principaux problèmes rencontrés par le secteur en 2010 sont l'insuffisance des financements et l'augmentation du prix des hydrocarbures.

Pour y pallier, l'AMADER encourage les initiatives privées en subventionnant jusqu'à 80 % des investissements de production par l'intermédiaire du Fonds d'Electrification Rurale (FER) qui a déjà investi 45 millions de dollars depuis 2006.

L'apport de l'électricité dans les villages est stratégique pour le pays afin de lutter contre l'analphabétisation et la pauvreté par la création d'emplois productifs. La demande de la population et des collectivités est très forte. Néanmoins, elle est à pondérer par le niveau de dépenses que peuvent supporter les ménages face à un prix élevé de l'énergie. La consommation mensuelle d'un ménage varie de 7 à 20 euros pour un prix moyen de l'électricité rurale de 0,3 €/kwh.



## ***L'intérêt international pour l'électrification rurale en Afrique subsaharienne***

Les candidatures sont majoritairement spontanées car la motivation des entrepreneurs locaux et étrangers (France, Allemagne, Chine) est réelle pour ce secteur. 41 projets en exploitation ou en cours de réalisation ont été recensés pour une population de 44 634 clients. 84 % de ces projets sont de droit privé, 8 % sont des collectivités et 8 % des Groupements d'Intérêt Economique (GIE).

Ces nouveaux opérateurs utilisent le gasoil comme combustible dans plus de 90 % de leurs centrales. Les inconvénients de ce type de combustible sont connus : coût élevé, gaspillage, variabilité des prix, pollution et émission de CO<sub>2</sub>. Les Energies Renouvelables commencent à faire leur apparition avec les centrales hybrides solaires, les mini barrages hydrauliques et l'huile de Jatropha. L'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) a été créée en 2009 pour favoriser cette dernière approche. Le financement par les marchés carbone est totalement inexistant mais le potentiel des énergies alternatives est suffisamment important pour envisager des programmes de développement qui réduisent les émissions carbone liées aux usages du diesel et se rendent éligibles au financement carbone.

## **La mission**

### ***L'histoire d'une collaboration***

GVEP International recherchait un prestataire technique et financier capable de conduire cette mission ayant une organisation parfaitement connectée aux enjeux, c'est-à-dire pilotée depuis le Mali mais avec des actions sur les marchés carbone internationaux. Le candidat devait proposer une équipe avec une double compétence sur les marchés financiers et sur le marché du carbone.

OTC Conseil a été sélectionnée par GVEP International pour mener au Mali une étude sur « le financement des entreprises privées d'électrification rurale par l'apport de capitaux privés, issus principalement du marché carbone ». Le Mali a été identifié par GVEP International et la Banque Mondiale comme un pays où une partie du financement russe pouvait être déployée.

L'équipe d'OTC Conseil travaille à la mobilisation de ces nouveaux financements. Notre intervention passe par l'analyse des marchés de capitaux au Mali et des marchés carbone selon les potentialités du Mali pour accéder à ce type de financement.



**GVEP International** (*Global Village Energy Partnership International*) intervient en tant que consultant auprès de la Banque Mondiale. C'est une organisation internationale à but non lucratif créée en Juillet 2006, avec pour objectif la réduction de la pauvreté grâce à l'accélération des accès aux services énergétiques modernes dans les pays en voie de développement. Au Mali, en Tanzanie, en Uganda, au Rwanda et au Kenya, GVEP International met en place pour la période 2009-2011 des fonds d'accès à l'énergie avec le gouvernement russe qui s'est engagé pour 30 millions de dollars à travers un Fonds fiduciaire de la Banque Mondiale.

## La démarche

Dans le cadre de cette étude sponsorisée par le GVEP International, nous examinons :

- Le financement des entreprises énergétiques par le secteur financier malien et les mesures possibles pouvant être prises pour augmenter son engagement ;
- Les besoins financiers des entreprises d'énergie rurale et les comportements des propriétaires d'entreprises énergétiques vis-à-vis d'une série d'options financières ;
- Comment augmenter les investissements équitables locaux ;
- L'intérêt potentiel des investisseurs étrangers ;
- Les opportunités pour accéder au financement carbone ;
- L'existence de projets appropriés de taille suffisante ;
- La capacité de l'Autorité Nationale désignée au Mali à gérer le type de projets identifiés ;
- Le potentiel à lier les Instituts de Micro finance à des crédits énergétiques facilitant ainsi la consommation des agents productifs.

Le rapport final sera remis en octobre 2010.

## OTC Conseil Network



Notre initiative d'animer un réseau d'experts autour d'OTC Conseil se voit au bout de quelques mois couronnée de succès. Nous comptons aujourd'hui 80 membres, indépendants ou petites structures spécialisées, en France et à l'international. Ils se réunissent régulièrement pour travailler sur des réflexions prospectives (vulnérabilité, projets Carbone Nord Sud...), échanger, et surtout coopérer sur des missions pour lesquelles le dispositif d'OTC Conseil peut ainsi être enrichi afin de mieux répondre aux besoins de nos clients.

C'est le cas en particulier de cette mission pour GVEP International et la Banque Mondiale, où une équipe pluridisciplinaire Nord Sud a été montée.

Ce réseau d'experts a vocation à se structurer, à travers notamment la mise en place d'outils collaboratifs, et à poursuivre son développement, nous permettant ainsi de nous développer sur de nouveaux territoires, tant en termes de compétences qu'en termes géographiques.